

Colloque du 20 janvier

Les diasporas albanaises en Europe : le cas suisse

BASHKIM ISENI, DOCTORANT À L'UNIVERSITÉ DE LAUSANNE

jeudi 10 février 2005

Au sujet du terme les « diasporas albanaises », deux remarques s'imposent : on peut d'une part véritablement parler de « diaspora albanaise » pour les communautés de langue et culture albanaises durablement établies aux Etats-Unis. D'autre part, évoquer l'existence de diasporas albanaise signifie l'existence d'une communauté nationale albanaise monolithique (homogène), or cela est loin d'être le cas. Il serait donc plus pertinent de parler en termes de « diasporas albanophones », toutefois, pour des raisons de commodité et de compréhension générale, nous emploierons les termes de « diaspora albanaise »

1. Les diasporas albanaises : faits et chiffres

Les Albanais d'Albanie, du Kosovo, de Macédoine et de Serbie du Sud constituent une des populations sud-est européennes traversées par une très forte immigration. Cette immigration est dispersée dans différents pays de l'Europe occidentale, mais aussi aux Etats-Unis, au Canada et en Australie. L'origine de l'immigration albanaise de l'ex-Yougoslavie en Suisse, en Allemagne et en Belgique date des années 60. Les bouleversements politiques majeurs et la précarité socio-économique des années 80 au Kosovo, en Macédoine et en Serbie du Sud, sont à l'origine d'une deuxième vague très importante d'immigrés et de réfugiés albanais en direction de l'Europe occidentale. Quant à l'Albanie, la chute du régime totalitaire d'Enver Hoxha a aussi eu pour conséquence un exode massif de sa population en Grèce [1], mais aussi en Italie et ailleurs en Europe.

Il est difficile d'estimer le nombre exact d'immigrés albanophones (Albanie et ex-Yougoslavie) en Europe. Afin d'être plus précis dans notre exposé, nous proposons d'examiner, de façon plus approfondie, le cas Suisse. Ceci nous permet de tirer des analogies au sujet de l'évolution de cette communauté et des autres communautés des Balkans dans les différents pays de l'Europe occidentale. Ce qui justifie ce choix est le fait que la Suisse est un des pays européens où est concentrée une très forte population albanaise ex-yougoslave. Certaines sources journalistiques estiment à 200.000 personnes (estimations 2004) le nombre de la population albanophone de Serbie-Monténégro, du Kosovo, de Macédoine [2], alors que pour l'an 2000, les statistiques officielles enregistrent 93.000 albanophones [3].

2. L'immigration albanaise en Suisse : mise en perspective historique

a) La première vague d'immigrés

La première vague de l'immigration albanaise de l'ex-Yougoslavie en Europe occidentale date de la fin des années 60 et il s'agit d'une immigration qui est de nature avant tout économique [4]. Lorsque les premiers gasterbaiter de l'ex-Yougoslavie débarquent en Europe occidentale (principalement en Suisse et en Allemagne) il s'agit, dans leur majorité, de ressortissants albanophones qui sont confrontés à un taux très élevé de chômage et à une précarité socio-économique chronique dans leur région d'origine [5].

En réalité, ce type d'immigration débute en parallèle à une immigration de ressortissants croates, serbes et bosniaques qualifiés et déficitaires dans certaines branches en Suisse à cette période (notamment des médecins et ingénieurs). En comparaison avec les autres populations étrangères en Suisse (celle italienne et espagnole en particulier), l'immigration albanaise demeure minoritaire jusque dans les années 80.

b) La nouvelle vague des années 80

Suite à la reprise économique dans les années 80, les entreprises suisses embauchent une importante main d'oeuvre étrangère des Balkans. Ces jeunes immigrés, dans leur majorité, sont originaires du Kosovo, de la Macédoine et de la Serbie du Sud. Constituant une main d'oeuvre bon marché et travaillant essentiellement dans les secteurs des constructions, de l'industrie, de l'hôtellerie et de l'agriculture, cette nouvelle immigration saisonnière apporte du sang neuf à l'économie Suisse qui venait de traverser une période de récession économique lié au choc pétrolier de 1973 [6].

Rien que dans le secteur de la construction, plus de 40.000 personnes du Kosovo auraient été recrutés dans les années 80 [7]. Il s'agit à nouveau d'une population qui travaille en Suisse, mais laquelle a le regard rivé vers le pays d'origine et entretient financièrement les familles nombreuses au Kosovo et en Macédoine. Cette population est peu qualifiée, provient de milieux socio-économiques défavorisés et est composée essentiellement d'hommes.

Au départ, ces personnes bénéficient des autorisations de séjours saisonniers, c'est-à-dire qu'elles peuvent travailler pendant neuf mois (ou quatre mois) et les mois restants de l'année elles doivent retourner dans leur pays d'origine. Sous ce régime, au départ, elles ne peuvent ni changer d'emploi ni procéder à des regroupements familiaux [8].

En fait, comme pour les communautés italienne et espagnole dans les années 60-70, l'objectif des autorités helvétiques est à la fois de répondre aux besoins de l'économie pour une main d'oeuvre bon marché et flexible et à la fois d'éviter la montée d'initiatives xénophobes ayant en ligne de mire les vagues d'immigrations étrangères de longue durée [9]. Cette population albanaise s'établit dans toute la Suisse, toutefois, elle demeure concentrée dans la partie alémanique de la Suisse et de ses grands centres industriels.

c) Evolution politique de l'immigration albanaise dans les années 80

Le contexte politique très tendu au Kosovo, mais aussi en Macédoine, influencera indéniablement l'évolution de l'immigration albanaise en Suisse. L'avènement des

manifestations politiques albanaises au Kosovo et en Macédoine depuis 1981 et la poursuite par le régime yougoslave de leurs activistes pousse certains d'entre eux à chercher refuge en Suisse, mais aussi en Allemagne et en Belgique. En absence d'un espace politique démocratique et étant lourdement persécutée par le régime yougoslave, l'élite immigrée albanaise poursuit sa lutte pour une reconnaissance du statut de « République de Kosove » depuis les capitales européennes, où elle bénéficie d'une liberté d'opinion et peut librement agir.

Cette action se traduit notamment par la structuration de réseaux militants en faveur du Kosovo, par l'organisation de manifestations de masse et par une puissante propagande nationaliste, laquelle a des incidences directes dans l'évolution politique albanaise au Kosovo et en Macédoine.

En fait, à la différence de l'Allemagne où la population albanaise est plus établie, l'immigration albanaise en Suisse est plus mobile de par les statuts périodiques de la main d'œuvre étrangère. Ceci « permet le maintien de flux migratoires qui véhiculent et fortifient un dense réseau de communications » avec le pays d'origine [10].

Sous l'impulsion des événements politiques au pays et l'activité militante des réfugiés politiques, l'immigration albanaise en Suisse devient hautement politisée. Ainsi, la population immigrée devient suspecte de propagande « contre-révolutionnaires » et est qualifiée d'ennemie par la presse officielle [11]. La polarisation interethnique au Kosovo et en Macédoine se reflète aussi en Suisse par la fréquentation de clubs et associations culturelles suivant une ligne ethnique et ces activités politiques en Europe irritent les responsables politiques au pays. Outre la différenciation qu'elle induit au sein de l'immigration yougoslave, le mouvement nationalitaire albanais contribue aussi à une « plus faible intégration dans la 'société d'accueil' » [12].

3. Guerres et la troisième vague de l'immigration albanaise dans les années 90

a) Augmentation de la population albanaise en Suisse

Les tragédies dans l'espace de l'ex-Yougoslavie et les conséquences des guerres ont obligé des centaines de milliers d'individus de l'ex-Yougoslavie à chercher refuge en Europe. La Suisse a été une des principales destinations des réfugiés et déplacés albanais, mais aussi bosniaques, croates et serbes. Le choix de la Suisse comme destination préférée s'explique principalement par les liens et les réseaux qui ont été tissés entre les travailleurs immigrés et la Suisse et la création d'une certaine tradition de flux migratoire vers ce pays.

Les années 90 marquent, sans aucun doute, la décennie qui vit le nombre des Albanais en Suisse croître très rapidement. Il est intéressant à relever le fait que la catégorie des réfugiés albanais a substantiellement accru. Ceci est dû principalement au fait qu'en 1991, la Suisse évinça les travailleurs ex-Yougoslaves de la zone traditionnelle de la main d'œuvre étrangère. Depuis, pour pouvoir séjourner en Suisse, la voie de l'asile ou alors le mariage deviennent les voies privilégiées pour les Albanais (rappelons le, persécutés par les forces policières-militaires serbes) à séjourner en Suisse.

Les statistiques officielles à ce sujet sont très révélatrices : en 1999, soit en pleine déliquescence de la guerre au Kosovo, le nombre de demandes d'asile a atteint le chiffre record de 46'000 personnes, dont les deux tiers, soit 35'000 personnes, proviennent de l'ex-Yougoslavie (essentiellement du Kosovo [13]).

L'extraordinaire croissance de la population albanaise en Suisse ne s'explique pas uniquement par le nombre de demandeurs d'asile, mais aussi par le regroupement familial effectué par les anciens saisonniers ayant obtenu les autorisations de séjours annuels ou alors ayant été durablement établis en Suisse. L'avènement de ce phénomène a mobilisé la classe politique suisse pour gérer cette nouvelle population venue en masse, mais aussi pour faire face à la montée d'un discours populiste qui dénonce avec véhémence l'augmentation de la population balkanique et celle kosovare plus spécifiquement. L'augmentation des demandeurs d'asile albanais (et autres nationalités des Balkans) a contribué à créer un amalgame entre la catégorie des personnes ayant cherché refuge en Suisse et celles qui ont été établies en Suisse depuis plusieurs années, voire décennies.

b) La problématique des admis provisoires

Ce discours s'est notamment appuyé par l'augmentation de la criminalité et l'existence d'une propension plus forte au sein des ressortissants de l'ex-Yougoslavie (en majorité albanophones) à sombrer dans la criminalité et le trafic de drogue [14]. En fait, selon toute vraisemblance, la catégorie de personnes qui a été la plus marquée par ces phénomènes dans les années 90 concerne les demandeurs d'asile et les « admis provisoires ».

En ce qui concerne la dernière catégorie de personnes, il s'agit d'une « mesure de substitution au renvoi de ressortissants étrangers lorsque le renvoi vers le pays d'origine ne peut être exécuté pour des raisons humanitaires ou de conformité au droit international, ou à cause d'une impossibilité technique [15] ». Les personnes célibataires se trouvant dans ces catégories de la population immigrée sont plus vulnérables (de par les mesures de restriction socio-économiques à leur égard et de l'absence de mesures d'intégration) et sont plus facilement recrutés par les réseaux criminels [16].

En fait, depuis la fin de la guerre au Kosovo, mais aussi en Macédoine, le nombre de demandeurs d'asile albanais a nettement chuté [17]. Par exemple, sur les 20'806 demandes d'asile déposées en Suisse en 2003, la majorité des demandes (14%) proviennent encore de la Serbie et du Monténégro (principalement du Kosovo [18]). Pour la période de janvier à novembre 2004, 12.6 % des 13'432 demandes d'asile proviennent de la Serbie-Monténégro [19].

Ces chiffres sont incomparables par rapport au nombre des demandeurs d'asile albanais dans les années 90. Il est à souligner que durant l'année 2003-2004, des associations des droits de l'homme, de l'asile, les Eglises et différents acteurs en Suisse romande se sont fortement mobilisés pour empêcher le renvoi de plus de 1200 d'admis provisoires, majoritairement kosovars. Ces acteurs se sont montrés particulièrement concernés pour le sort de ces familles qui vivent depuis de nombreuses années en Suisse alors que leurs enfants nés en Suisse et ont été socialisés dans le système.

4. Enjeux de la problématique de l'intégration

Depuis la fin de la guerre au Kosovo et en Macédoine, la population albanophone s'est fortement démobilisée. En fait, ce n'est qu'à partir de là que l'intégration a été sérieusement envisagée par les membres de cette communauté. Ceci s'est principalement reflété par la fermeture de clubs albanais et la baisse d'intensité de la vie associative et l'activité politique en lien avec le pays d'origine. Pour rappel, jusqu'il y a peu, l'immigration albanaise en Suisse a constitué une plateforme politique extraordinaire dans la lutte autonomiste au pays.

Durant les années 90, celle-ci a contribué financièrement et politiquement à la résistance de la société parallèle albanaise au pouvoir serbe au Kosovo par l'octroi d'un impôt de 3% de ses revenus mais aussi dans la promotion des revendications de l'intégration albanaise en Macédoine. Les principaux acteurs de la résistance armée kosovare (Armée de Libération du Kosovo) ont agi depuis la Suisse. Idem pour la Macédoine : les principaux chefs de l'Armée de Libération Nationale des Albanais de Macédoine sont issus de la mouvance politique albanaise installée en Suisse dans les années 80.

La fin des guerres au Kosovo et en Macédoine a marqué la fin d'une situation d'attente et le début d'un processus politique et socioculturel nouveau pour la diaspora albanaise en Suisse. Les signes de l'intégration se manifestent très concrètement aussi par les nombreuses demandes de naturalisation et par l'intérêt de plus en plus manifeste à s'installer et à s'immerger dans la société d'accueil. Cette volonté s'explique en partie par l'absence d'attractivité du pays d'origine se trouvant dans une stagnation économique et instabilité politique, mais aussi et surtout par l'émergence de la deuxième, voire troisième génération d'immigrés pour qui la Suisse est le pays où ils sont nés et grandi.

En comparaison avec l'évolution des autres communautés étrangères en Suisse, les Albanais sont quelque peu à la traîne, que se soit sur la place qu'ils occupent sur la scène politique et économique en Suisse ou alors par leur niveau de formation et les métiers qu'ils exercent. La mobilisation de cette communauté autour de la cause nationale dans leur pays d'origine explique en partie ce phénomène, mais aussi le cadre culturel et familial qui demeure relativement traditionnel. Ce retard se répercute par sa lenteur dans l'entreprise d'intégration et de la mobilité sociale que ce processus engendre. Toutefois, la discrimination liée à la formation professionnelle et au marché du travail des jeunes issues de cette immigration explique aussi en partie cette situation [20]. Ces réalités sont aussi renforcés par les clichés et les stéréotypes véhiculés sur cette communauté par certaines formations politiques et tabloïds médiatiques.

La problématique de l'intégration de cette communauté et des autres communautés des Balkans en Suisse est une question d'une brûlante actualité. Lors des votations du mois de septembre 2004, la population helvétique a refusé un projet de loi qui visait à faciliter la naturalisation des jeunes issus de la deuxième génération. La principale raison évoquée de ce refus dans le débat public a été l'existence en surnombre de communautés des Balkans en Suisse.

Ce refus a aussi été renforcé par le spectre d'une hypothétique domination, à terme, de l'élément musulman en Suisse (sentiment plus prononcé dans la partie

alémanique de la Suisse où la population balkanique et musulmane est plus fortement présente). La campagne publicitaire des partis politiques nationalistes contre cette loi a été très provocante, voire choquante, car elle stigmatisait toutes les communautés musulmanes de Suisse [21]. De plus, la focalisation médiatico-politique sur les musulmans en Suisse et la lutte internationale contre le terrorisme islamiste a contribué à réifier le climat d'insécurité et a contribué au vote négatif sur les naturalisations.

Le nombre important de musulmans des Balkans en Suisse donne du grain à moudre aux arguments politiques populistes et à des schémas simplificateurs de réalités qui sont bien plus complexes. En fait, la population albanophone de confession musulmane en Suisse se chiffre à 74'042 personnes (sur une population musulmane de 310'807 personnes) soit environ 24 % du total de la population de confession musulmane en Suisse [22].

En réalité, il est difficile de discuter d'une communauté musulmane en Suisse, mais d'une hétérogénéité de communautés musulmanes provenant d'horizons culturels et géographiques différents et qui n'entretiennent pas les mêmes rapports avec la religion. Dans le cadre de la communauté albanaise notamment celle kosovare, en majorité musulmane, l'islam pratiqué est plutôt de l'ordre symbolique. Il s'agit d'un islam très tolérant, qui doit ses origines au bektachisme, et qui a évolué sous l'influence de l'Eglise chrétienne de l'Occident et celle d'Orient [23].

En fait, de par leur position géopolitique, les Albanais ont historiquement entretenu des relations pragmatiques avec la religion, que ce soit l'islam, l'orthodoxie ou le catholicisme [24]. Enfin, le rapport historique à la religion au sein de cette communauté est intéressant pour s'inspirer dans la gestion de la complexité culturelle et religieuse de la Suisse et des sociétés européennes qui sont dans une lente métamorphose culturelle et qui sont aussi confrontées à des difficultés d'intégration des populations musulmanes.

5. Perspectives

L'intégration de la communauté albanaise en Suisse est en marche, même si elle plus lente par rapport aux autres communautés. Il est à souligner le fait que l'accentuation de l'élément culturel (la culture du clan) ou religieux (musulman) pour expliquer ce retard est tendancieuse et souffre d'objectivité. Force est de constater que qu'on ne peut faire abstraction de l'attachement à la tradition et aux spécificités culturelles par les membres de cette communauté et que celui-ci peut freiner en partie le processus de l'intégration (je pense notamment à certains traits conservateurs de la première génération d'immigrés albanais).

Toutefois, à moins qu'on se place dans une perspective essentialiste qui consiste à figer des cultures et des civilisations dans une certain statisme et incompatibilité avec la modernité et l'idée de citoyenneté, l'intégration est un processus de socialisation qui s'effectue à la fois « par le bas » et « par le haut ». Autrement dit, d'autres facteurs entrent aussi en ligne de compte pour une véritable intégration de cette communauté, c'est-à-dire la cohérence de la politique de l'immigration et les moyens investis pour leur intégration socio-culturelle et politique.

Même si l'intégration « par le haut » de cette communauté est émaillée par certains écueils, il faut souligner le fait que, de par sa politique d'intégration, la Suisse demeure singulière par rapport au reste des pays européens. Elle est loin d'être confrontée aux problèmes des replis identitaires et aux communautarismes que connaissent certains pays de l'Europe avec les populations immigrées.

[1] Le nombre d'albanais en Grèce est estimé à plus de 500'000 personnes

[2] « 370'000 ex-Yougoslaves en Suisse. Qui sont-ils vraiment » ? L'Hebdo, n° 37 (dossier spécial), septembre 2004

[3] « Population résidente selon la nationalité (Yougoslavie+Macédoine+Albanie) », Office Fédéral des Statistiques, 2000. ; En l'an 2003, la population totale de la Suisse s'élève à 7'296'985 personnes, dont 5'757'814 de nationalité suisse (1'539'171 étrangers)

[4] La frontière entre immigration économique et d'autres types d'immigrations n'est pas toujours claire. En fait, l'immigration économique peut en cacher une autre. Des facteurs éminemment politiques peuvent être à la source d'un sous-développement et de précarité socio-économique d'une région ou d'une population et considérées comme les principales sources d'immigration

[5] Les régions albanaises représentaient les régions les plus sous-développées de l'ex-Yougoslavie. Pour comprendre les facteurs structurels ayant engendré cette situation, voir Michel Roux, Les Albanais en Yougoslavie. Minorité nationale, territoire et développement, Paris, Editions de la maison des sciences de l'homme, 1992

[6] Les premiers touchés par la crise économiques dans les années 70 sont les travailleurs étrangers, principalement les italiens, Etienne Piguet, L'immigration en Suisse. 50 ans d'entrouverture, Lausanne, presses polytechniques et universitaires romandes, coll. Le savoir suisse, 2004, pp. 37-42

[7] « 370'000 ex-Yougoslaves en Suisse. Qui sont-ils vraiment » ?, L'Hebdo (septembre 2004)

[8] Elles peuvent le faire une fois au bénéfice d'une autorisation de séjour annuelle, délivrée après plusieurs autorisations saisonnières

[9] A ce sujet, voir Etienne Piguet (2004)

[10] Denis Torche, « Les liens entre l'identité nationale et le fait migratoire : le cas des Albanais de Yougoslavie », Revue suisse de sociologie, 1 (1989), p. 130

[11] Sources citées par : Denis Torche (1989), p. 129

[12] Denis Torche (1989), p. 117

[13] Office Fédéral des Réfugiés, sources citées par : Etienne Piguet (2004), p. 83 ; Après la fin du conflit au Kosovo et le début de l'administration de celle-ci par la Mission des Nations Unies au Kosovo (MINUK), la majorité de ces demandeurs d'asile ont été rapatriés au Kosovo et ont bénéficié d'une aide au retour

[14] Entre 1991 et 1998, la part des ex-Yougoslaves condamnés dans les crimes de violence et d'agressions au sein de la population étrangère serait passée de 20 à 28%, Groupe de Travail

Criminalité des Etrangers, Conférence des chefs cantonaux de justice et police et Département fédéral de justice et police, 2001, sources citées par : L'Hebdo (septembre 2004)

[15] Martina Kamm, Denise Efionayi-Mäder, Anna Neubauer, Philippe Wanner, Fabienne Zanol, Admis mais exclus ? L'admission provisoire en Suisse (résumé), Etude élaborée par le Forum suisse pour l'étude des migrations et de la population (FSM) mandatée par la Commission Fédérale contre le racisme (CFR), Berne, septembre 2003, p. 4

[16] La durée de cette situation peut s'étendre sur plusieurs années. Toutefois, soulignons le fait qu'un nombre non négligeable de cette catégorie de personnes a fini par être intégrée socialement, malgré le fait que l'intégration n'est pas considérée comme un but pour ces personnes. C'est ce que les chercheurs que nous avons cité plus haut appellent le paradoxe de l'intégration, Martina Kamm et al. (2003), p. 10

[17] Tendances qui coïncident avec la baisse des demandeurs d'asile en général : en 2003, il y a eu une baisse des demandeurs de 20,4% par rapport à l'année 2002. Les demandeurs d'asile ont encore chuté en 2004

[18] Vivre Ensemble, N° 96, février 2004

[19] Chiffres tirés du site Internet de l'Office Fédéral des Réfugiés - ODR (<http://www.asyl.admin.ch>)

[20] Une étude sérieuse a été menée sur le terrain en Suisse et qui a démontré l'existence d'une forte discrimination sur le marché du travail des albanophones et turcophones en Suisse : Rosita Fibbi, Bülent Kaya, Etienne Piguet, Nomen est omen : Quand s'appeler Pierre, Afrim et Mehmet fait la différence, Programme national de recherche Formation et Emploi, FNP NR 43, Bern/Aarau, 2003

[21] Une des affiches montrait des mains, de couleurs différents, se servir de passeports à croix suisse ou alors une autre affiche montrant la photo d'Oussama Bin Laden sur un passeport suisse

[22] La population musulmane représente 4.3% de la population suisse. Les suisses de confession musulmane représentent 11.75% de cette population, sources : Office Fédéral des Statistiques (2000) ; Mallory Schneuwly Purdie, « Islam et Musulmans dans les sociétés contemporaines », conférence dans le cadre d'une journée de formation continue à l'Université de Genève : « Islam et musulmans en Suisse et dans les sociétés européennes », Genève, le 15 janvier 2005

[23] Ceci ne signifie pas que des replis identitaires religieux ne pourraient se manifester au sein de cette communauté sous l'impulsion de l'idéologie religieuse islamiste dans le monde

[24] Cet aspect de la relation des Albanais avec la religion et de leur conversion, dans leur majorité, à l'islam, ont été analysés dans le cadre de ma recherche de thèse de doctorat qui vient d'être achevée à l'Université de Lausanne et qui porte sur Nations et nationalismes en Europe du Sud-Est : mythes, fondements et construction historique de l'identité nationale et du nationalisme albanais au Kosovo et en Macédoine